

# LA NORME PROPOSÉE SUR LES COMBUSTIBLES PROPRES RÉPERCUSSIONS COÛTEUSES POUR LE SECTEUR DE LA CHIMIE AU CANADA

L'industrie de la chimie est **d'avis que le changement climatique est un problème urgent** auquel il faut s'attaquer. Nous nous sommes engagés à collaborer avec le gouvernement du Canada pour veiller à ce que le cadre de la NCP soit réaliste et efficace et qu'il **réponde aux préoccupations de l'industrie en matière de compétitivité et de faisabilité**.



Le gouvernement du Canada a proposé une nouvelle Norme sur les combustibles propres (NCP) pour tous les types de combustible. La NCP sera la première norme du monde à inclure le gaz naturel de l'industrie.



Nos installations sont déjà assujetties à d'autres politiques de tarification du carbone (filet de sécurité fédéral, systèmes provinciaux en place). La NCP chevauchera ces systèmes et doublera les coûts de l'industrie.



L'industrie de la chimie est extrêmement préoccupée par les répercussions sur la compétitivité de notre industrie et de l'économie canadienne.

## NOS PRÉOCCUPATIONS

- > L'industrie de la chimie est unique. Nous brûlons des combustibles à faible teneur en carbone et les utilisons dans notre processus de production.
- > Selon notre analyse, les coûts liés à la NCP feront passer le prix du carbone à plus de **200 \$ la tonne**.
- > Cette hausse double donc le coût du gaz naturel pour les fabricants.



- > Nous sommes en concurrence avec des pays qui n'ont pas de NCP ou de tarification du carbone. En tant que secteur à forte intensité d'émissions et tributaire du commerce, nous ne pouvons pas absorber les coûts directs de la NCP. Les emplois et les revenus que nous créons risqueraient de disparaître.

## NOS RECOMMANDATIONS



**20 MILLARDS \$  
EN EXPORTATIONS**

Une politique sur le carbone qui reconnaît les secteurs à forte intensité d'émissions et tributaires du commerce.



Une évaluation complète des incidences de la NCP et des coûts de la tarification du carbone sur le secteur de la chimie.



La NCP ne doit pas chevaucher les politiques provinciales et fédérales existantes en matière de tarification du carbone.

